



L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 15 No 6 Octobre 2013



Paix Régionale La SADC aspire à la stabilité

par Joseph Ngwawi

LE SOMMET annuel de la SADC s'est conclu dans la capitale malawienne, Lilongwe le 18 août sur un appel unanime pour la paix en République Démocratique du Congo et Madagascar tout en appelant pour une action à facettes multiples afin d'accélérer le programme d'intégration régionale.

Le 33ième Sommet Ordinaire des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC a exhorté tous les partisans congolais à participer aux consultations nationales inclusives afin de trouver une solution politique durable.

Le sommet a demandé la convocation d'un sommet urgent de la SADC et de la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs (ICGLR). La RDC est membre de la SADC et de la ICGLR, et il existe actuellement deux processus parallèles entrepris par les deux organes pour aborder la crise politique.

La RDC a sombré dans les perturbations politiques au début de l'année lorsque les rebelles anti-gouvernement auto-baptisés Mouvement du 23 Mars (M23) ont envahi et assiégé la ville de Goma, causant le déplacement de personne, et la perte de vie et de propriété.

Le Sommet a fait l'éloge des Pourparlers de Kampala entre le gouvernement de la RDC et les rebelles du M23 et "a remarqué que les pourparlers se sont prolongés et qu'à ce stade une échéance raisonnables devrait être considérée."

Les négociations de paix ont commencé après que les dirigeants de la SADC et de la ICGLR se soient réunis à Kampala en novembre 2012 afin de chercher des solutions à la situation de sécurité dans la partie est de la RDC où les rebelles du M23 combattent les forces du gouvernement.

L'Ouganda, qui assume présentement la présidence de la ICGLR, a reçu les négociations depuis décembre dernier. Cependant, les négociations préliminaires ont bafouillé après que les deux parties en guerre aient échoué à convenir sur l'adoption des règles de procédure et du programme, y compris les problèmes de cessez-le-feu et d'amnestie générale.

Les rebelles ont menacé de marcher sur Kinshasa, la capitale du vaste pays riche en minerais.

Huit États Membres de la SADC ont promis du personnel à déployer en RDC. Il s'agit de l'Angola, Lesotho, Malawi, Île Maurice, Namibie, Afrique du Sud, Zambie et Zimbabwe.

Le Sommet a noté avec satisfaction les développements positifs à Madagascar, surtout en ce qui concerne la décision du tout nouveau Tribunal Électoral Spécial d'éliminer neuf candidats de la course à la présidence.

suite page 2...

POLITIQUE	3
SOMMET	4-5
INFRASTRUCTURE	6
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	7
PAGES CENTRALES	8-9
PARITÉ DES SEXES	10
TOURISME	11
ÉLECTIONS	12
PAIX & SÉCURITÉ	13
COOPÉRATION	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

Paix Régionale, La SADC aspire à la stabilité



Dr Stergomena Lawrence Tax,
nouveau Secrétaire Général de la SADC



Dr Tomaz Augusto Salomão.
Ancient SG de la SADC

Il s'agit des candidats suivants: Andry Rajoelina, Lalao Ravalomanana la femme de l'ancien Président Marc Ravalomanana et l'ancien Président Didier Ratsiraka, qui avaient ignoré une décision par la SADC de ne pas participer aux scrutins.

Afin d'éviter toute récurrence des troubles qui ont accompagné le coup de 2009, Rajoelina et l'ancien président Marc Ravalomanana – les deux principaux rivaux dans le paysage politique malgache – ont initialement convenu de ne pas de présenter aux élections présidentielles du 25 octobre.

Cependant, les deux n'ont pas pris compte de leurs accords, avec Rajoelina ignorant la requête de la SADC de ne pas faire campagne aux prochaines élections, pour enregistrer ses documents de nomination auprès du Tribunal Spécial Électoral.

Ravalomanana a soutenu sa femme, Lalao Ravalomanana, pour se présenter aux prochaines élections.

Madagascar est en pleine crise constitutionnelle suite à l'expulsion de l'ancien Président Ravalomanana par Rajoelina en 2009, par une méthode similaire utilisée, quelques années plus tôt par Ravalomanana sur son prédécesseur, Ratsiraka.

"Tout en félicitant le Tribunal Spécial Électoral pour cette audacieuse décision, le Sommet exhorte le Tribunal à accélérer le processus en tenant des élections dans le pays" stipule le Sommet du communiqué.

Le sommet a félicité le Zimbabwe pour "avoir tenu des élections harmonisées libres et paisibles," et a réitéré son appel pour lever toutes formes de sanctions imposées sur le pays.

La Présidente du Malawi, Joyce Banda, a assumé la présidence alternante de la SADC après le Président Mozambicain, Armando Guebuza, durant le sommet.

Zimbabwe fut élu président adjoint de la SADC et accueillera le prochain sommet en août 2014.

Le sommet a assisté à la nomination de Stergomena Lawrence Tax, secrétaire permanent du Ministère de la Coopération de l'Afrique de l'Est en Tanzanie, comme nouveau Secrétaire Général de SADC.

Elle succède à Tomaz Augusto Salomão du Mozambique qui a servi deux mandats de quatre ans.

Banda a établi l'allègement de la pauvreté comme priorité de son mandat en tant que nouvelle présidente de la SADC, promettant d'encourager les politiques et les programmes pour améliorer les secteurs agricoles et ruraux.

Notant la connection entre la pauvreté et la stabilité politique, elle a expliqué que la SADC devrait redoubler d'efforts pour réduire la famine dans la région.

Promettant de favoriser le "rapprochement de la SADC et de la population", Banda a déclaré qu'elle viserait à éliminer la violence délibérée et sauvage de la pauvreté contemporaine, et le sous-développement" durant l'année à venir.

"Pour gagner cette guerre ... nous devons promouvoir une politique inclusive. Pour cela, nous ne pouvons nous permettre d'ignorer la jeunesse. Nous ne pouvons nous permettre d'ignorer les femmes. Nous ne pouvons nous permettre de

laisser les pauvres s'occuper des pauvres," déclare Banda dans son discours de réception.

Elle rappelle que l'agriculture est l'épine dorsale de la plupart des économies de la région, cependant peut être fait pour soutenir le secteur.

"Par conséquent, nous devons travailler plus dur pour assister les petits et les gros propriétaires agricoles à construire, développer et soutenir leurs entreprises, afin de nous nourrir et d'accéder aux nouveaux marchés au delà de notre région," souligne t-elle, notant que le thème pour sa position est "Développement Agricole et Agro-Industries: Essentiels pour la Croissance Économique et l'Éradication de la Pauvreté."

Banda a promis de pousser pour des politiques agricoles innovatrices et des programmes dans la région telle que des services d'extension efficaces et des intrants abordables qui ont la capacité de promouvoir le développement rural et de relancer la sécurité alimentaire.

Elle expliqua que toutes politiques sur l'agriculture et le développement rural devraient être alignées à d'autres plans régionaux sur l'infrastructure et le développement industriel ainsi que le développement de la parité des sexes.

"Nous espérons sincèrement que la coordination de politique

économique dans le système de la SADC sera exploité de manière à non seulement accélérer la croissance mais également à réduire la pauvreté, élargir les opportunités économiques et renforcer le développement humain."

Elle exhorta les pays à rallier tous les intervenants, en particulier les jeunes et les femmes dans le planning et l'exécution des programmes régionaux.

Ceci implique le rétablissement des Commissions Nationales SADC dans les États Membres. Les commissions, censées accroître la participation d'intervenants non-étatiques dans les programmes et projets SADC, n'ont pas été efficaces dans nombre de pays.

Le sommet SADC a approuvé plusieurs de décisions qui visent à renforcer l'intégration et à promouvoir le développement socio-économique.

Les dirigeants de l'Afrique Australe ont exprimé leur engagement pour la promotion du commerce et de la libre circulation de personnes et de produits à travers la région.

"Le Sommet reçoit un rapport du Groupe de Travail Ministériel sur l'Intégration Économique Régionale donnant un aperçu des progrès accomplis sur le programme SADC pour l'intégration économique régionale et a réitéré son engagement pour l'établissement d'une Zone de Libre Échange Tripartite," stipule une partie du communiqué.

Il y quelques années, l'équipe ministérielle de travail fut chargée par les dirigeants de la SADC de travailler sur un plan d'action pour le lancement proposé du Syndicat des Douanes de la SADC et de la Zone Tripartite de Libre Échange impliquant deux autres communautés économiques régionales.

La ZLE Tripartite proposée couvrira 26 pays de l'Afrique de l'est et australe et comptera une population combinée de près de 600 millions et un total du Produit Intérieur Brut (PIB) d'environ US\$1 trillion. □

La SADC sur la voie de redressement

L'AFRIQUE AUSTRALE continue de se relever de la crise globale financière et économique de 2008/09 à un rythme lent mais stable.

Le Secrétaire Général de la SADC sortant, Tomaz Augusto Salomão, a indiqué que la région a enregistré un taux de croissance de 4,4 pourcent en 2012, qui est encore en-dessous de l'objectif régional de sept pourcent par an.

Il a fait remarqué que l'application de mesures de politique radicale visant à diversifier leurs économies ont dû être appliquées par la région et les États Membres individuels afin de mitiger les effets des chocs externes et de l'instabilité qui émane des marchés globaux.

Sur l'investissement, Salomão a révélé que l'investissement total dans la région augmenté de 25 pourcent du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2011 à 26 pourcent du PIB l'année passée.

"Cependant, la majorité des économies de la SADC comptent encore sur l'export de matériaux bruts, continuant par conséquent à être très vulnérables aux chocs externes," expliqua Salomão durant le 33ième Sommet Ordinaire de la SADC au Malawi en août. □

La SADC approuve la Structure Politique pour le Développement Industriel

AFIN D'ENCOURAGER la croissance socio-économique et relancer l'industrialisation, l'Afrique australe a approuvé une Structure Politique pour le Développement Industriel.

La Structure Politique SADC pour le Développement Industriel fut approuvée par le Conseil des Ministres de la SADC lors du 33^{ème} Sommet de la SADC à Lilongwe, Malawi en août.

La structure politique est le produit de consultations approfondies avec des intervenants pertinents, et vise à renforcer la capacité productive dans la région ainsi que la compétitivité en relançant la production industrielle.

L'industrialisation est un élément crucial de la croissance et du développement. Par exemple, une production industrielle accrue crée des opportunités d'emploi, améliore le développement des compétences et promeut la diversification de l'économie, en protégeant les États Membres contre les chocs externes ou l'instabilité émanant des marchés globaux.

"La plupart des économies de la SADC reposent encore sur l'exportation des matériaux bruts, d'où la continuité de leur grande vulnérabilité aux chocs externes," expliqua le Secrétaire Général sortant, Tomaz Salomão, au Sommet de la SADC.

Il a fait remarquer la nécessité d'appliquer des mesures politiques par la région et les États Membres individuels afin de pallier à de tels problèmes.

"C'est dans ce contexte que le Conseil des Ministres de la SADC a approuvé la Structure Politique pour le Développement Industriel en tant qu'instrument important pour aborder ces difficultés d'une manière innovatrice

et programmatique," dit Salomão.

L'approbation de la structure politique est essentielle pour l'Afrique australe étant donné l'imminence de l'accord Tripartite de Libre Échange (ZLE) impliquant deux autres communautés économiques régionales, le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC).

COMESA-EAC-SADC vise à établir un marché élargi couvrant 26 pays en Afrique de l'est et australe.

Bien que ce développement créera un marché intégré avec une population combinée de près de 600 millions d'habitants et un Produit Intérieur Brut (PIB) d'environ US\$1 trillion, les nations moins développées seront désavantagées par un tel arrangement puisqu'elles ne pourront pas rivaliser avec les économies plus industrialisées de la région.

Par conséquent, pour que l'Afrique australe profite pleinement d'un tel arrangement, il est nécessaire que la région améliore la capacité de son industrie afin que les États Membres deviennent compétitifs dans le Marché envisagé.

La Structure Politique SADC pour le Développement Industriel aidera donc les États Membres à diversifier leurs économies et non pas de compter uniquement sur les matériaux bruts.

À long terme, la structure politique cherche à harmoniser toutes les politiques d'industrialisation avec les politiques régionales de manière à promouvoir une coordination et coopération adéquates.

De plus, la Structure Politique SADC pour le Développement Industriel prévoit pour l'amélioration des

standards, les réglementations techniques et une infrastructure de qualité; la promotion de l'innovation, le transfert de technologie, et les activités de recherche et de développement; et des mécanismes de développement pour un financement industriel approprié.

Il envisage également une infrastructure intégrée et des services dans la stratégie d'industrialisation régionale; soutenant les petites

et moyennes entreprises; attirant l'investissement local et étranger direct (FED), la coopération sud-sud et la promotion de l'exportation.

Si elle est complètement exécutée, la Structure Politique SADC pour le Développement Industriel a la capacité de promouvoir le développement socio-économique dans la région australe ainsi que d'intensifier l'intégration parmi les États Membres. □

Vers la mitigation de l'impact du VIH et SIDA

LES DIRIGEANTS de la SADC se sont engagés à intensifier la mobilisation des ressources nationales dans la lutte contre le VIH et SIDA.

Les dirigeants ont pris cet engagement durant la réunion – VIH & SIDA Africa Watch – tenue en annexe du 33^{ème} Sommet SADC à Lilongwe, Malawi en août.

Ils ont remarqué que la pandémie a causé de nombreux décès dans la région, affectant ainsi le développement socio-économique.

Selon le Rapport Global 2010 de l'UNAIDS, du nombre total de personnes séropositives dans le monde en 2009, 34 pourcent résidaient dans 10 pays de la SADC. La majorité sont des femmes.

"Le sommet a remarqué les progrès dans l'exécution de la Déclaration de Maseru de 2003 sur la lutte contre le VIH et SIDA, en particulier, la réduction de nouvelles infections et le déclin des décès causés par le VIH et SIDA," stipule une partie du communiqué publié immédiatement après le sommet.

"Le sommet a exhorté les États Membres à continuer d'intensifier la mobilisation de ressources nationales afin de garantir le financement durable pour la multiplication des interventions sur le VIH et SIDA."

La mise en commun des ressources nationales pourrait être utile pour l'Afrique australe étant donné la diminution des financements de bailleurs de fonds pour le VIH & SIDA auprès des partenaires traditionnels et internationaux, alors que les fonds sont désormais déboursés dans des domaines tels que le changement climatique.

L'initiative SIDA Watch Africa est présidée par la présidente de la Commission de l'Union Africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma, et fait partie des efforts de l'UA pour réfréner la contamination par le VIH et SIDA. □





Dr Stergomena L Tax – Nouveau Secrétaire Général de la SADC

LE NOUVEAU Secrétaire Général de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax de la République Unie de la Tanzanie n'est pas étrangère à l'intégration régionale – pilier du programme de développement de la SADC.

Avant sa nomination au poste de secrétaire général par le 33^{ième} Sommet SADC tenu au Malawi en août, Tax fut secrétaire permanent au Ministère Tanzanien de la Coopération de l'Afrique de l'Est depuis 2008.

Durant sa fonction, elle joua un rôle dans le renforcement du commerce et de la coopération intra-régionaux entre les cinq états partenaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

Ce sont les mêmes tâches qui sont attendues d'elle dans l'accomplissement de son nouveau rôle au Secréariat de la SADC alors que l'Afrique australe progresse vers une intégration régionale plus profonde.

"Mon but est de continuer à renforcer l'intégration et la coopération régionales qui existent dans la SADC depuis sa formation," informe Tax, ajoutant que son focus principal sera le développement de l'infrastructure puisqu'e "elle est essentielle à l'expansion de marché et à la croissance des économies des états membres."

Tax, qui devient la première femme à assumer le poste de secrétaire général de la SADC, déclare que les femmes sont aussi capables que leurs homologues masculins de s'acquitter de toutes responsabilités.

"Où que je sois, je me vois en tant qu'être humain, africaine et je me lance dans mes responsabilités," dit-elle, ajoutant que la "performance est essentielle et non pas le sexe."

Fidèle à son assertion, un nombre de femmes en Afrique australe et dans le reste du continent se sont révélées très performantes dans les positions clés de prises de décision.



A partir de la gauche, Président de la Cour Suprême - A Msosa, Président J Banda, Dr S Tax et Dr N Zuma.

On peut citer la première femme présidente en Afrique australe, Joyce Banda du Malawi, également première femme à devenir présidente de la SADC.

Entre autres, il y a la présidente de l'Union Africaine, Dr. Nkosazana Dlamini-Zuma, et la nouvelle chef de ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, toutes deux anciens ministres de cabinet au gouvernement sud-africain.

Tax, titulaire d'un Doctorat dans le Développement International de l'Université de Tsukuba au Japon, déclare que l'Afrique australe et le reste de l'Afrique ont beaucoup à gagner des partenariats avec d'autres économies émergentes.

La SADC entretient des relations cordiales avec les économies émergentes telles que le groupe des BRICS composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine, ainsi que de l'Afrique du Sud, qui est également un état membre de la SADC.

En ce qui concerne l'accord tripartite impliquant le Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA) et la Communauté de l'Afrique Australe (EAC), elle a précisé que la SADC est engagée à établir un marché couvrant 26 pays de l'Afrique de l'est et australe.

"Puisque la SADC a 15 pays, l'EAC 5, et le COMESA 19, l'intégration augmentera l'envergure du consumérisme

dans la région, qui se monte à près de 50 pourcent du continent africain," explique Tax, qui est aussi l'ancien secrétaire permanent au Ministère de l'Industrie et du Commerce.

Une fois opérationnel, le marché intégré avec une population combinée de presque 600 millions de personne et un Produit Intérieur Brut Total (PIB) d'environ US\$1 trillion, relancera l'intégration régionale grâce à l'amélioration des flots d'investissement et d'une compétition renforcée, transformant l'Afrique de l'est et australe en l'une des régions la plus lucrative du continent.

En ce qui concerne la situation politique dans la région, Tax souligne que la paix et la stabilité sont les ingrédients essentiels pour une croissance socio-économique en Afrique australe.

Elle nota qu'il est plaisant de noter qu'il y a une stabilité générale dans la région.

"L'impasse politique de Madagascar doit être résolue à l'amiable, le Zimbabwe a tenu des élections pacifiques et l'instabilité en République Démocratique du Congo s'améliore," cite t-elle.

Tax fut élue durant le Sommet de la SADC devant Peter Simon qui est le Ministre des Seychelles pour l'Investissement, les Ressources Naturelles et l'Industrie.

Elle a plusieurs années d'expérience dans le service public, et a servi de président directeur général du Programme de Renforcement de l'Environnement Commercial pour la Tanzanie (BEST) qui vise à réformer l'environnement commercial dans le pays.

Le programme, sous l'égide du Bureau du Président, fut conçu pour améliorer la structure de réglementation du commerce en Tanzanie.

En 2006, Tax fut nommé secrétaire permanent adjoint au Ministère du Planning Économique et de l'Habilitation, avant de devenir secrétaire permanent au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Elle a également travaillé au Ministère des Finances ainsi qu'à la Fondation pour la Recherche Économique et Sociale en Tanzanie.

Tax succède à Tomaz Augusto Salomão du Mozambique qui a servi deux mandats de quatre ans au poste de secrétaire général de la SADC. □

La SADC nommera un nouveau SG adjoint d'ici octobre

LA SADC est supposée nommer un nouveau Secrétaire Général Adjoint d'ici octobre.

La nomination du SG adjoint fut différée lors du 33^{ième} Sommet de la SADC tenu au Malawi en août.

Le nouvel adjoint remplacera l'ingénieur angolais João Caholo qui fut au secrétariat pendant deux mandats de quatre ans. □



Eng. Caholo

Banda prend la relève à la présidence de la SADC

par Joseph Ngwawi

LA PRÉSIDENTE DU MALAWI, Joyce Banda est la nouvelle présidente de la SADC tandis que le président zimbabwéen Robert Mugabe est élu président adjoint.

Banda succède au Président Armando Guebuza du Mozambique qui fut à la tête de la SADC depuis août 2012.

Cependant, le Malawi, le Zimbabwe et le Mozambique en tant que présidents actuel, prochain et immédiat, constituent la Troïka de la SADC.

Dans son discours d'investiture, Banda déclare qu'elle utilisera son mandat pour défendre les politiques et les programmes pour améliorer les secteurs de l'agriculture et rural ainsi que de "rapprocher la population".

"Pour gagner cette guerre ... nous devons promouvoir une politique inclusive. Pour cela, nous ne pouvons nous permettre d'ignorer la jeunesse. Nous ne pouvons nous permettre d'ignorer les femmes. Nous ne pouvons nous permettre de laisser les pauvres s'occuper des pauvres," déclare t-elle.

Elle remarqua que l'agriculture est l'épine dorsale de la plupart des économies de la région, et devrait par conséquent recevoir la plus grande attention durant son mandat à la présidence de la SADC.

Le thème de son mandat sera "Développement Agricole et Agro-Industries: Essentiels pour la Croissance Économique et l'Éradication de la Pauvreté."

En rapprochant la SADC de la population, le président entrant promet de renforcer les machineries nationales de la SADC en, entre autre, impliquant les intervenants, en particulier les jeunes et les femmes dans le planning et l'exécution des programmes régionaux..

Le Sommet a également assisté à l'élection d'une nouvelle Troïka pour l'Organe SADC sur la Coopération en Politique, Défense et Sécurité, avec le Président Namibien – Hifikepunye Pohamba succédant à la présidence du Président Jakaya Kikwete qui a dirigé l'Organe durant l'année passée.

Le Premier Ministre du Lesotho, Tom Thabane fut élu président adjoint tandis que Kikwete complète la Troïka en tant président sortant.

L'Organe de la Troïka est responsable de la promotion de la paix et de la sécurité dans la région de la SADC. Il est mandaté pour diriger et fournir aux États Membres une direction concernant les questions qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité dans la région.

L'Organe est la branche politique de la SADC, et apporte la direction aux problèmes de

défense et de sécurité, ainsi que les initiatives de médiation, et d'observation d'élections dans le cadre des Principes et Directives de la SADC Gouvernant les Élections Démocratiques.

Le président et vice-président de l'Organe sont élus pour un mandat d'un an sur un système de rotation parmi les États Membres.

La Commission Ministérielle de l'Organe est composée des ministres responsables des affaires étrangères, de la défense, de la sécurité publique et de la sécurité d'état des États Membres. Elle se réunit au moins une fois par an mais plus lorsque nécessaire.

L'établissement de la commission a permis aux

États Membres d'entreprendre des consultations régulières sur les affaires d'intérêt mutuel.

Le dialogue initié par la SADC au Lesotho et au Zimbabwe, par exemple, a généré des résultats positifs dans la résolution de disputes politiques nationales, aidant ainsi à maintenir la stabilité dans la région.

Un dialogue similaire est en court pour Madagascar, qui suite au coup militaire de 2009, est suspendu de l'adhésion de la SADC.

L'Organe est coordonné au niveau du Sommet et rapporte au président de la SADC.

Le prochain Sommet Ordinaire de la SADC est prévu au Zimbabwe en août 2014. □

SADC média, les gagnants de dissertations scolaires reçoivent des prix

LES PRIX SADC Média 2013 ont été décernés aux gagnants lors du sommet de la SADC au Malawi en août.

Les prix furent présentés dans quatre catégories: télévision, photo-journalisme, presse et radio. Les vainqueurs provenaient du Malawi, Zambie, Botswana et Mozambique.

Vincent Khonyongwa de la Malawi Broadcasting Corporation a remporté le prix pour la radio-diffusion.

Dans d'autres catégories, Christopher Miti du Zambia Post a gagné le prix du meilleur journaliste de presse, Yobe Shonga de l'Agence Presse du Botswana a obtenu le prix de photojournalisme et Alfredo Simango de la Télévision fut voté meilleur reporter de télévision en Afrique australe.

Les vainqueurs ont reçu leur prix d'un montant de US\$2,000, des certificats et deux téléphones mobiles chacun du président sortant de la SADC, Président Armando Guebuza du Mozambique et de l'ancien Secrétaire Général de la SADC, Tomaz Augusto Salomão durant la session d'ouverture du 33ième Sommet Ordinaire des Chefs d'États et de Gouvernement.

Les vainqueurs furent sélectionnés après que les juges aient examiné des centaines d'entrées sur des histoires développementales transfrontalières publiées entre janvier et décembre 2012.

Les prix visent à encourager les média à jouer un rôle dans la dissémination d'information sur la SADC et de reconnaître le rôle des journalistes dans la promotion de l'intégration régionale.

Il y a également eu des présentations pour la Compétition de Dissertation des Écoles Secondaires de la SADC gagnée par Tarrens Muradzikwa du Zimbabwe pour la deuxième année consécutive.

Oabona Bulang du Botswana a gagné le second prix tandis qu'une autre étudiante zimbabwéenne, Precious Nemutezi, a remporté le troisième prix.

La compétition de dissertation est un événement annuel tenu depuis 1999, l'objectif principal de la compétition étant de sensibiliser les jeunes des États Membres sur les activités et les programmes de la SADC.

Elle est tenue nationalement, après quoi les trois meilleures dissertations nationales entrent en lice au niveau régional. □



La SADC finalise la proposition du fond pour le développement régional

par Joseph Ngwawi

LA SADC est en cours de finaliser les modalités d'un fond pour le développement longuement attendu afin d'accélérer le programme d'intégration régionale.

Selon un document publié avant le 33^{ème} Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC ayant lieu à Lilongwe, Malawi, les travaux sur la proposition de Fond pour le Développement Régional ont atteint un stade avancé malgré quelques obstacles administratifs et logistiques.

Le Fond SADC pour le Développement Régional est un mécanisme financier supposé mobiliser des ressources à partir des États Membres, du secteur privé et des partenaires de développement dont le but est de financer les programmes et projets visant à intensifier l'intégration régionale.

Selon le document, les questions épineuses qui retardent la mise en place de la facilité incluent les négociations dans le cadre desquelles un pays devrait accueillir le Fond, ainsi que les questions de recrutement.

Ce qui a été convenu à ce jour est que les États membres posséderont 51 pourcent des actions de la facilité, contre 37 pourcent pour le secteur privé et 12 pourcent pour les Partenaires Coopérants Internationaux (PCIs).

Le Fond aura un capital de départ de US\$1,2 milliard, auquel les États membres sont supposés contribuer US\$612 millions tandis que le secteur privé assumera jusqu'à US\$444 millions d'action et US\$144 millions proviendront des PCIs.

Dans le cadre de la proposition, l'abonnement aux actions sera exécuté sur cinq ans en acomptes égaux. Le premier abonnement sera dû durant la première année de mise en vigueur du Fond.



Toutes actions non souscrites d'ici la fin de la cinquième année seront réallouées aux autres États membres sur la base de capacité de paiement.

"La proposition est d'avoir les premiers 25 pourcents des actions équitablement divisées parmi les États membres et les membres seront obligés de contribuer," explique Nations Msowoya, porte-parole du Ministère des Finances du Malawi.

Les 26 pourcents restants seront alloués sur la base de capacité économique.

En termes de structure administrative, la facilité aura un comité de gouverneurs composé des ministres responsables des finances dans les États membres ainsi que d'un comité de directeurs chargé des opérations quotidiennes.

Le comité de gouverneurs sera l'organe supérieur de prises de décision pour le Fond et aura les pouvoirs d'admettre de nouveaux membres, d'augmenter ou de réduire les actions, d'amender les statuts gouvernant la facilité, ainsi que de nommer des directeurs.

Le Fond aura un président directeur général qui sera responsable de la gestion quotidienne de ses opérations.

La création de la facilité survient à une période d'inquiétude concernant la

lenteur de l'exécution des programmes et des projets régionaux, largement dû au manque de fonds et à la surdépendance sur les PCI pour assistance.

La première priorité du Fond sera le développement de l'infrastructure et la seconde priorité connectera l'infrastructure au développement général.

Les progrès de la création du Fond pour le Développement Régional étaient l'un des points de discussion durant le Sommet SADC de deux jours tenu du 17 au 18 août.

D'autres questions incluent les progrès dans la mise en place d'un programme pour le développement de l'infrastructure régionale d'un coût estimé à US\$64 milliards sur les cinq prochaines années.

La SADC a fait un argument solide pour son programme pour le développement de son infrastructure transfrontalière lorsqu'elle a accueilli des partenaires coopérants, des investisseurs et des financiers potentiels au Mozambique en juin.

Une série de 106 projets d'infrastructure transfrontalière fut présentée durant la Conférence sur l'Investissement dans l'Infrastructure de la SADC tenue fin juin à Maputo, capitale mozambicaine.

Les projets, comprenant des infrastructures "en béton et préfabriquées", sont contenus dans un Plan d'Action Quinquennale à Court-Terme du Plan Directeur pour le Développement Régional de l'Infrastructure Régionale de la SADC approuvé en août 2012.

Le secteur du transport a présenté le plus grand nombre de projets durant la conférence, avec 40 projets évalués à environ US\$16,3 milliards présentés aux investisseurs potentiels.

Les projets prioritaires d'infrastructure de transport incluent ceux qui visent l'expansion, la réhabilitation et la modernisation des ports de Durban et de Walvis Bay; les nouveaux projets ferroviaires et la réhabilitation de ceux déjà existants; les nouveaux liens routiers connectant l'Angola et la République Démocratique du Congo et la réhabilitation des autres autour de la région; et l'introduction de postes frontières inclusifs à Beitbridge entre l'Afrique du Sud et le Zimbabwe.

Un total de 16 projets d'énergie estimés à plus de US\$12 milliards furent commercialisés durant la conférence, y compris ZiZaboNa, le projet phare qui sera mis en oeuvre par le Zimbabwe la Zambie, le Botswana et la Namibie ainsi que la proposition d'Interconnecteur Namibie-Angola qui connectera ces derniers au Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP). sardc.net □

La sécurité alimentaire est stable

LA SITUATION de sécurité alimentaire en Afrique australe est demeurée stable durant ces dernières années grâce à de bonnes politiques agricoles et à une bonne pluviométrie générale.

Selon le dernier bilan sur la sécurité alimentaire publié par le Système de Détection Précoce de la Sécurité Alimentaire de la SADC, la récolte régionale de céréale pour la saison 2012/13 est évaluée à 35,11 millions de tonnes métriques.

Cela représente une augmentation marginale de 0,2 pourcent des 35,02 millions de tonnes récoltées durant la saison agricole 2011/12.

Les statistiques de cette année sont, cependant cinq pourcent supérieures à la moyenne régionale de production de céréale enregistrée au cours des cinq dernières années.

“Comparé à la récolte de 2012, tous les pays, excepté Botswana, Namibie, Afrique du Sud, Zambie et Zimbabwe, ont eu des augmentations dans la production de céréale,” précise le bilan sur la sécurité alimentaire.

La région est supposée avoir un surplus de maïs d'environ 326000 tonnes pour l'année commerciale 2013/14. Le maïs est l'aliment de base de la majorité des pays de l'Afrique australe.

En ce qui concerne les autres céréales telles que le sorghum, le millet, le blé et le riz, la région est confrontée à quelques déficits causés par l'absence de saison de moisson et une météo défavorable.

“En général, la région fait face à un déficit de céréales d'environ 4,01 millions pour l'année commerciale 2013/14,” explique la SADC.

D'autre part, la production d'aliments non-céréalières surtout la cassave, les plantains et les patates douces continue à augmenter puisque la région diversifie dans d'autres cultures.

Ce changement qui veut s'éloigner de ce qui est clairement une culture à base de maïs, vulnérable à la sécheresse, a aidé les pays de l'Afrique australe à éviter la famine face à des sécheresses persistantes qui ont été aggravées par la crise

financière globale et les effets du changement climatique.

Les rendements améliorés en Afrique australe peuvent être connectés à une bonne politique agricole mise en place par les états membres pour relancer la production et améliorer la sécurité alimentaire dans la région.

Par exemple, depuis l'adoption de divers engagements agricoles tels que la Déclaration de Dar es Salaam sur l'Agriculture et la Sécurité

Alimentaire en 2004, la majorité des États Membres de la SADC continuent chaque année d'enregistrer de bonnes récoltes.

Ces stratégies incluent d'investir plus dans l'amélioration des contributions agricoles telles que les semences et les engrais ainsi que des programmes ciblés subventionnés qui permettent que les agriculteurs accèdent aux intrants agricoles et aux équipements agricoles à des taux moins chers.

Des pays tels que le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe qui ont vigoureusement exécuté les programmes d'intrants subventionnés ont vu leur production augmenter régulièrement.

Les états membres sont supposés allouer au moins 10 pourcent de leurs budgets nationaux à l'agriculture et au développement rural afin d'améliorer la sécurité alimentaire dans la région. □

Prévision de pluies normales à supérieures à la normale

LES EXPERTS en climatologie de l'Afrique australe ont prévu des pluies normales à au-dessus de la normale dans la plupart de la région pour la saison agricole 2013/2014.

Le 17ième Forum sur la Perspective Climatologique en Afrique Australe (SARCOF 17) qui s'est tenu à Harare, Zimbabwe en août a révélé que la majorité de la région recevra de bonnes pluies entre octobre 2013 et mars 2014.

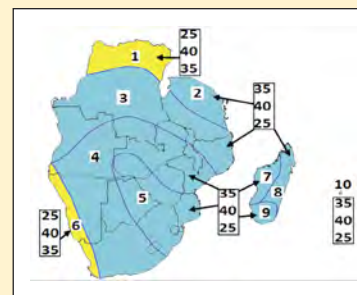
Les experts ont sous-divisé la saison des pluies prochaines en quatre périodes trimestrielles imbriquées, c'est-à-dire, octobre-novembre-décembre (OND), novembre-décembre-janvier (NDJ), et décembre-janvier-février (DJF). L'autre est janvier-février-mars (JFM).

Selon les prédictions, il y aura des pluies normales à supérieures à la normale dans la période de perspective OND.

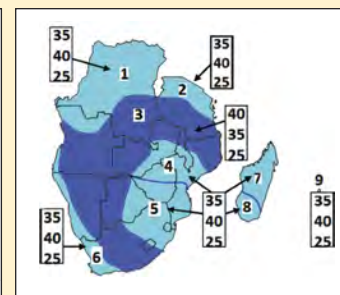
Les zones ayant des chances accrues de recevoir une pluviométrie normale à supérieure à la normale incluent le nord, le centre et le sud du Mozambique; le nord et le sud de la Tanzanie; le nord et le sud du Malawi; l'extrême sud et une grande partie de la République Démocratique du Congo (RDC); la moitié du sud-ouest et la moitié nord du Zimbabwe; l'extrême sud-ouest, et le nord de la Zambie.

Une perspective similaire est prévue pour le sud-est et le nord-ouest de la moitié de l'Angola; le gros de la Namibie; le Botswana; la partie nord, centrale et ouest de

Prévision pluviométrique pour octobre-novembre-décembre 2013



Prévision pluviométrique pour janvier-février-mars 2014



Trois numéros pour chaque zone indique une pluviométrie probable. Le chiffre du haut indique une probabilité d'averse de normal-à-supérieur à la normale, le chiffre du milieu signifie pluies normales et le chiffre en bas de page indique des pluies inférieures à la normale.

l'Afrique du Sud; les parties ouest du Lesotho; le Swaziland; l'ouest, l'est et le sud de Madagascar ainsi que l'Île Maurice.

Des pluies normales à supérieures à la normale sont prévues pour le sud-ouest de l'Angola; les zones côtières à l'ouest de la Namibie, l'Afrique du Sud et le nord de la RDC.

Dans la période NDJ, le gros de la région SADC est supposé recevoir des pluies normales à au-dessus de la normale, tandis que la plus grande partie de la RDC, l'extrême nord et le sud-ouest de l'Angola et les limites ouest de la Namibie et l'Afrique du Sud vont probablement recevoir des pluies normales à supérieures à la normale.

Le gros des terres continentales de la SADC et les états insulaires de Madagascar et de l'Île Maurice recevront probablement des pluies normales à au-dessus de la normale durant la période DJF.

Cependant, les prévisions pour le sud-ouest de l'Angola, presque toute la Namibie, la moitié ouest du Botswana, une grande partie du centre et de l'ouest de l'Afrique du Sud et du Lesotho recevront probablement des pluies au dessus de la normale à la normale tandis que la moitié est de la Tanzanie aura des pluies normales à supérieures à la normale.

Pour la période de janvier à mars 2014, la majorité des zones ont de grandes chances de recevoir des averses normales à au-dessus de la normale excepté pour le nord du Mozambique, la presque totalité de l'Angola, la Tanzanie et la Namibie, la partie nord du Malawi, le nord et l'ouest de la Zambie, le sud de la RDC, la moitié ouest du Botswana, et la zone centrale et ouest de l'Afrique du Sud qui sont supposées recevoir des pluies supérieures à la normale. □

L'AVENIR DU développement socio-économique dans la SADC repose en partie sur la capacité de la région à trouver des solutions durables à la pénurie d'électricité détectée, il y plus d'une décennie.

Cela exige que les États Membres relèvent le défi d'aligner les objectifs nationaux à l'intérêt commun régional ainsi que d'établir des priorités et des objectifs réalistes.

Le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) avait avisé dès 1999 que la demande en énergie pour la région de la SADC augmentait plus rapidement que la croissance de capacité de production, avertissant que la région serait confrontée à de fréquentes pénuries d'ici 2007 à moins qu'une action immédiate ne soit prise pour investir dans la nouvelle capacité de génération.

La croissance moyenne régionale de demande en électricité est estimée à environ 4,6 pourcent par an contre un faible démarrage des projets pour relancer la production d'énergie, d'où les délestages d'électricité dans la majorité des pays de la SADC.

Dans ce numéro, Énergie en Afrique Australe examine ce qui est réalisé par les États Membres, le SAPP et autres organes impliqués dans le secteur de l'énergie de la SADC afin de garantir que la production d'énergie coïncide avec, et excède la demande à travers la région.

Le SAPP privilégie le concept de Centrale Énergétique Virtuelle

LE POOL d'Énergie de l'Afrique Australe est activement à la poursuite du concept d'une centrale énergétique virtuelle alors qu'il cherche à augmenter les efforts en cours de production d'électricité pour pallier aux déficits dans la région.

Une Centrale d'Énergie Virtuelle, aussi connue comme Centrale Électrique Virtuelle (CEV), n'est pas une centrale d'énergie physique mais fait un usage extensif et sophistiqué de la technologie d'information, d'horodateur avancé, de capacités de contrôle automatisé, et de stockage d'électricité pour coordonner les courtes variations de charge électrique.

La CEV intègre l'opération des biens sur l'aspect de l'offre et de la demande pour les services d'énergie à court et long terme.

Le concept CEV fait également usage de réduction de charge à long terme exécuté à travers des investissements efficaces de l'énergie, de production distribuée, et de réponse à la demande vérifiée à égalité avec l'expansion de l'approvisionnement.

Le SAPP a pris des mesures importantes dans l'instauration d'une Centrale Électrique Virtuelle, et divers projets efficaces d'énergie ainsi que des programmes en cours sur la Gestion de l'Aspect de la Demande (GAD) par le pool régional d'électricité sont les composants de base de cette initiative.

Confronté à une pénurie d'électricité d'environ 8 000 Megawatts (MW), le SAPP promeut activement les technologies d'efficacité énergétiques telles que le remplacement d'ampoules incandescentes par des Lampes Fluorescentes Compactes (LFCs) et les

lampes solaires ainsi que l'introduction de programme pour l'usage de chauffe-eaux solaires, le contrôle de la charge d'eau chaude, et le programme d'éclairage commercial.

Le changement d'ampoules traditionnelles aux LFCs a été un programme efficace du SAPP pour réduire l'usage d'électricité dans les foyers et éviter les émissions de gaz de serre qui contribuent au changement climatique.

Les recherches montrent que l'éclairage résidentiel compte pour approximativement 20 pourcent de la moyenne de facture d'électricité des ménages dans la région de la SADC.

Cependant, comparé aux ampoules incandescentes, les LFCs ont démontré qu'elles peuvent économiser jusqu'à 80 pourcent de la consommation en électricité.

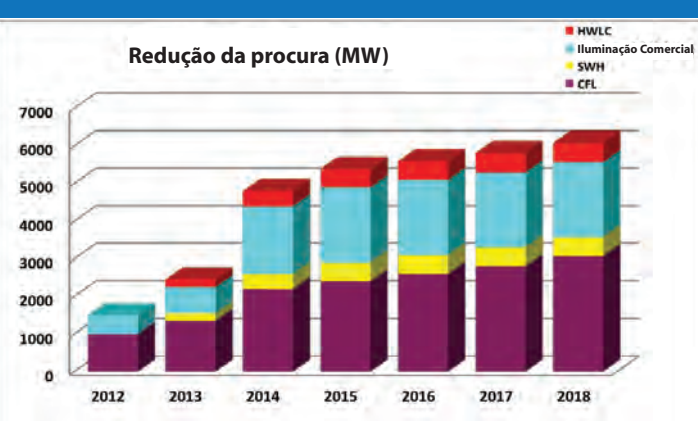
De même, le programme de contrôle d'eau chaude géré par le SAPP a permis aux consommateurs d'installer les commutateurs de contrôle de charges qui éteignent automatiquement l'électricité durant les périodes de pointe ou lorsque les appareils tels que les chauffe-eaux ont atteint leur demande maximum.

La plupart des pays membres du SAPP ont introduit les LFCs à grande échelle. D'autres formes d'efficacité d'énergie et les programmes GAD sont à des phases diverses d'exécution.

Selon les statistiques du SAPP révélées par le Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC, le but est d'économiser 2 450MW d'électricité cette année en utilisant ces quatre initiatives d'efficacité énergétique et le GAD.



Central Eléctrica Virtual – Onde está o SAPP?



Source: Pool d'Énergie de l'Afrique Australe

Les économies d'électricité sont supposées atteindre progressivement 6 000MW d'ici 2018, à cette période l'usage d'ampoules incandescentes sera interdit dans tous les États Membres et un Document Cadre d'Efficacité Énergétique du SAPP devrait être en place.

Une équipe de travail a été formée afin de finaliser le document cadre, qui est supposé montrer comment le pool d'énergie développerait son programme d'efficacité énergétique.

Le cadre définira également la participation du secteur privé et le rôle des companies de service d'électricité. □

Le gaz gagne en popularité dans la combinaison énergétique de la SADC

ENVIRON 30 000 megawatts d'électricité seront ajoutés au cours de cinq prochaines années au réseau électrique de l'Afrique australe, avec le gaz devenant rapidement le futur de la combinaison énergétique de la région.

Selon le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe, il est prévu qu'un total de 29 375MW d'électricité s'ajoute au niveau entre 2013 et 2018 si les travaux de toutes les nouvelles centrales de production et de réhabilitation sont terminés en temps voulu.

Cela augmenterait la capacité totale installée en Afrique australe à plus de 80 000MW et garantirait l'auto-suffisance énergétique dans une région

qui a souffert de pénuries rédhibitoires durant ces dernières années.

La capacité installée actuelle dans la région est estimée à environ 57 000MW, desquels 51 000MW constitue la capacité. De cette quantité, 49 000MW environ sont disponibles sur le réseau interconnecté du SAPP.

Conformément au plan, l'Afrique du Sud contribuera approximativement 11 862MW de nouvelle électricité au cours des cinq prochaines années ou plus de 40 pourcent d'électricité supplémentaire anticipée pour la région.

D'autres additions importantes de capacité de production sont supposées



ENERGIE AUSTRALE



traditionnelle telles que l'hydro-électricité et le charbon, aux centrales d'énergie à gaz, éolienne et solaire.

En ligne avec les récents résultats des énormes réserves de gaz en Angola, Mozambique, Afrique du Sud, République Unie de la Tanzanie et au Zimbabwe, il existe des plans pour construire 16 centrales électriques au charbon avec une capacité de produire plus de 4 000MW d'ici 2018.

La côte est de l'Afrique a émergé ces dernières années comme l'un des endroits le plus prisé sur le paysage de l'énergie globale, avec des découvertes importantes de gaz naturel au Mozambique et en Tanzanie.

Les nouvelles découvertes de gaz naturel au large des deux pays ont été promues en tant que "facteur de changement" pour la région de l'Afrique australe. La quantité de gaz découverte uniquement au Mozambique est évaluée comme suffisante pour égaler une année entière de consommation de gaz par les USA qui requiert environ 30 trillions de pieds cube par an.

Au moins sept centrales électriques thermiques sont prévues par les services publics nationaux et les producteurs indépendants en Tanzanie entre 2013 et 2016, produisant un total de 1080MW.

D'autres centrales thermiques sont prévues pour l'Afrique du Sud (2,050MW), l'Angola (700MW), le Zimbabwe (300MW) et le Mozambique (150MW). □

Objectif de tarifs à coup réel: irréaliste

EN RAISON des difficultés découlant de l'augmentation trop rapide des tarifs locaux en relations avec le revenu du consommateur et des impacts inflationnaires, les états membres de la SADC n'atteindront probablement pas la date butoire du 31 décembre pour la migration des tarifs réels d'électricité.

Les Ministres de l'Énergie de la SADC ont adopté le principe de tarifs à coût réel depuis 2004 et cette décision fut réaffirmée en avril 2007.

En 2008, réuni à Lusaka, Zambie, le Conseil des Ministres de la SADC a approuvé la migration vers le redressement total de coût en cinq ans, fixant une date butoire au 31 décembre 2013.

Bien que des progrès importants aient été réalisés par l'Association de l'Afrique Australe des Régulateurs d'Électricité Régionale (RERA) dans les scénarios de développement pour rendre les tarifs plus viables, la plupart des pays de la SADC ont encore à complètement adopter les recommandations alors que diverses questions sont encore à considérer, y compris l'accessibilité pour les consommateurs à faible revenu.

"Il est observable qu'aucun État Membre de la SADC ne se conformeraient aux recommandations du Conseil de la SADC pour atteindre le redressement de coût tarifaires d'ici fin 2013," déclare le président de la RERA, Phindile Baleni, au Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC au Botswana en septembre.

Les tarifs existants de la SADC ne génèrent pas suffisamment de bénéfices pour de nouveaux

investissements et incitatifs pour la préservation de l'énergie, l'efficacité et les pratiques de substitution par les consommateurs.

Selon Baleni, seuls quatre États Membres de la SADC ont des tarifs "qui peuvent donner les signaux appropriés pour de nouveaux investissements et l'usage efficace de l'électricité." Il s'agit de Madagascar, Les Seychelles, Swaziland et Zambie.

Cependant, aucun de ces pays ne réaliseront les tarifs à coût réel avant 2016 en raison de nombreux facteurs, y compris la population à faible revenu de la région et la nécessité pour des stratégies qui promeuvent l'accès à l'énergie et aux tarifs pro-pauvre.

Une enquête menée par la RERA avec le soutien du Pôle Global de l'Afrique Australe sur la Compétitivité (Pôle Commercial USAID) en 2009 a démontré que le secteur énergétique de la région n'est pas autarcique.

Les tarifs d'électricité au sein de la région SADC se situent entre 2,7 US cents par kilowatt/heure à 12,5 USc/kWh.

Un équilibre délicat est nécessaire pour garantir que l'introduction de tout nouveau tarif viable n'exclut pas les communautés ou industries vulnérables dans la région.

Des politiques régionales sont donc nécessaires, qui permettent un niveau minimum d'approvisionnement tout en garantissant des mécanismes de soutien à l'électrification pour les communautés les plus pauvres et les nouvelles entreprises. □

Nouvelle capacité de génération 2013-2016

Pays	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
Angola	-	715	550	2 415	-	-	3 680
Botswana	600	-	-	-	300	-	900
RDC	55	-	580	-	240	1 620	2 495
Lesotho	-	25	40	110	-	800	975
Malawi	64	-	-	-	300	100	464
Mozambique	-	150	40	300	300	-	790
Namibie	-	60	-	-	800	500	1 360
Afrique du Sud	201	3 105	2 543	1 322	3 368	1 323	11 862
Swaziland	-	-	-	-	-	300	300
Tanzanie	60	160	500	1 110	500	-	2 330
Zambie	230	315	600	164	-	830	2 139
Zimbabwe	-	-	20	-	1 290	770	2 080
TOTAL	1 210	4 530	4 873	5 421	7 098	6 243	29 375

Source: Pool d'Énergie de l'Afrique Australe

Performance mitigée dans la SADC concernant l'objectif 50:50 de parité des sexes

par Joseph Ngwawi

L'AFRIQUE AUSTRALE a vécu une performance mitigée en termes de faciliter la parité dans les positions de prise de décision politique, et davantage d'action sont nécessaires si la région doit atteindre l'objectif de représentation 50:50 d'ici 2015.

Selon le Vérificateur de Genre de la SADC 2013 lancé durant le 33^{ième} sommet de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC) tenu au Malawi en août, la performance dans la promotion de la participation des femmes dans les structures de prise de décision a été mitigée à travers la région, avec certains pays obtenant de bons résultats et d'autres pas.

La publication montre que les représentations des femmes au Parlement va de 40 pourcent aux Seychelles et en Afrique du Sud à environ 10 pourcent au Botswana et en République Démocratique du Congo.

Elle constate un développement inquiétant du fait que certains pays, dont les élections étaient en 2009, ont régressé en termes de représentation par les femmes au parlement.

"Il y a encore beaucoup à faire en termes de promotion de la représentation et de la participation des femmes dans les structures de prise de décision de la région, y compris l'adoption de

mesures délibérées telles que l'action affirmative," explique Magdeline Mathiba-Madibela, responsable de l'Unité pour la Parité des Sexes à la SADC.

Selon le rapport, les femmes sont sous-représentées à tous les niveaux de prise de décision dans les secteurs public et privé – dans les cabinets, les parlements, la direction de gouvernement local, le gouvernement central, les comités centraux des partis politiques, les comités et la direction du secteur privé et les secteurs non-gouvernementaux, les commissions spéciales de service public et autres institutions dans les états membres de la SADC.

La représentation moyenne des femmes au parlement était de 25,8 pourcent à la mi - 2013, marginalement jusqu'à 20,6 pourcent en 2005 et 23 pourcent en 2011, encore en-dessous de l'objectif de 50 pourcent convenu dans le cadre du Protocole SADC sur la Parité des Sexes et le Développement signé en 2008.

À l'approche de la date butoir de 2015 pour la parité des sexes dans les structures de prise de décision, seul cinq pays de la SADC sont considérablement proches de l'objectif de parité au parlement, ayant dépassé le seuil des 30 pourcent fixé auparavant par les dirigeants régionaux pour la représentation des femmes.

Il s'agit des Seychelles à 43,8 pourcent de représentation des femmes à partir de 2012, l'Afrique du Sud (42,3 pourcent), le Mozambique (39,2 pourcent), la Tanzanie (36 pourcent) et l'Angola (34,1 pourcent). Le Zimbabwe, dont les élections ont eu lieu en juillet 2013, a désormais



La Responsable SADC de l'Unité sur la Parité des Sexes, Magdeline Mathiba-Madibela avec le Secrétaire Principal du Malawi pour la Parité des Sexes, Dr Mary Shawa lors du lancement du Vérificateur de Genre de la SADC 2013 au Sommet SADC au Malawi.

31,5 pourcent de représentation à l'Assemblée Nationale.

La majorité de ces pays sont classés parmi les 20 premiers au monde avec les statistiques les plus élevées de femmes au parlement.

Selon le rapport, Les Seychelles figurant à la deuxième place après le Rwanda et cinquième dans les classements globaux de l'Union Inter-Parlementaire, suivi de l'Afrique du Sud en huitième position.

En termes de représentation des femmes au cabinet, seul l'Afrique du Sud a dépassé l'objectif précédent de 30 pourcent, mais plus de femmes dans la région détiennent une diversité de portefeuilles ministériels tels que les affaires étrangères, les affaires intérieures, la défense, les finances, l'éducation, la santé, le commerce et l'industrie.

La publication porte sur Chapitre Trois du Protocole sur la Parité des Sexes et le Développement qui est axé sur la Gouvernance, et spécifiquement sur l'Article 12 orienté sur la Représentation et l'Article 13 sur la Participation.

Une tendance et une analyse situationnelle aux niveaux régional et national ainsi qu'une analyse comparative est utilisée pour situer la participation des femmes dans les structures de gouvernance nationale et locale telles que les parlements, le cabinet, le judiciaire, le secteur de la

sécurité et les institutions d'éducation supérieure.

Les lacunes et les opportunités sont identifiées pour la promotion d'une participation accrue menant à une représentation égale des femmes dans les prises de décision dans les secteurs public et privé tandis que des leçons apprises et pratiques efficaces sont puisées de l'Afrique de l'Est et Australe ainsi qu'en dehors de l'Afrique.

L'égalité des sexes est fermement enracinée dans le programme SADC pour l'intégration régionale et les états membres soutiennent le principe fondamental que les femmes et les hommes doivent être équitablement engagés dans les prises de décision à tous les niveaux et dans toutes les positions de direction.

La plupart des pays de la région reconnaissent désormais que l'égalité des sexes et l'habilitation des femmes sont cruciales pour parvenir à une démocratie durable.

Ceci est reflété dans les constitutions de la majorité des pays de la SADC qui fournissent des structures juridiques pour l'élimination de la discrimination sur la base de différences de sexe.

Quelques pays ont également légiféré l'action affirmative et les systèmes de quota qui garantissent la participation et la représentation des femmes en politique et autres positions de prise de décision.

Cependant, l'exécution de ces mesures demeurent difficiles.

Le rapport, conjointement publié par la SADC et le Centre de Recherche et Documentation de l'Afrique Australe, cite plusieurs problèmes auxquels sont confrontés les pays en termes de promotion de la parité des sexes.

Les problèmes vont de facteurs de patriarcat, culturels et sociaux à économiques et politiques qui font qu'il est difficile pour les femmes de grimper les échelons des positions de politique et de prise de décision à tous les niveaux. sardc.net □





Sommet UNWTO La SADC prone la libre circulation des populations

par Kizito Sikuka

UN VISA Universel pour l'Afrique australe fut l'un des sujets d'actualité pour discussion durant le sommet de l'Afrique australe accueilli conjointement par la Zambie et le Zimbabwe en fin août.

Le mouvement vers un UNIVISA pour la région SADC a eu un nouvel élan durant la 20^{ème} Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies pour le Tourisme Mondial (UNWTO) tenu conjointement à Livingstone, Zambie et aux Chutes Victoria, Zimbabwe, au milieu de demandes d'ouvrir les frontières de la région de manière à relancer le tourisme.

Un tel système permettrait aux touristes et aux voyageurs de circuler sans entraves et rapidement à travers les frontières entre les États Membres, ainsi que de les encourager à visiter plus d'un pays dans la région.

En ce moment, les voyageurs de la région sont sensés faire une demande de visa chaque fois qu'ils ont l'intention de visiter un autre pays, une situation que la plupart des voyageurs qualifient d'onéreuse, prenant beaucoup de temps et un obstacle à la circulation au sein de la région.

La présidente de la SADC, Présidente Joyce Banda du Malawi, a déclaré lors de l'Assemblée Générale de l'UNWTO que l'Afrique australe pourrait agrandir sa part du gâteau du tourisme global si les conditions sont mises en place pour voyager facilement dans la région.

Elle expliqua que la plupart des touristes et des voyageurs de la région continuent à être confrontés à des barrières inutiles, dont les processus compliqués de demande de visa.

"La facilitation de visa a le potentiel de renforcer



Présidents Robert Mugabe du Zimbabwe et Michael Sata de la Zambie.

l'intégration régionale, le commerce intra-régional et la libre circulation de capital et de personnes entre les pays et les régions," ajouta t-elle.

Président Robert Mugabe du Zimbabwe et son homologue zambien, Président Michael Sata, se sont engagés à utiliser le tourisme pour mener la croissance économique, et ont exhorté les pays de la SADC à ouvrir leurs frontières grâce à l'introduction d'un UNIVISA Régional.

À l'approche de l'évènement sur le tourisme global, les deux pays ont convenu d'un système frontière ouverte et ont éliminé les frais de visa pour les délégués de l'évènement.

"La situation actuelle où l'Afrique possède seulement quatre pourcent des parts du revenu du tourisme global en dépit de ses énormes ressources touristiques naturelles et culturelles est très inquiétante pour nous," a déclaré Mugabe.

Il fit remarquer que pour que l'Afrique augmente sa portion du gâteau du tourisme global il est nécessaire "d'élaborer des stratégies qui attirent efficacement les touristes vers le continent."

"Le type de frontière homogène entre la ville de Livingstone et la ville des Chutes Victoria qui a été mis en place dans l'objectif de cette conférence devrait devenir une règle plutôt qu'une exception

pour toutes les communautés transfrontières touristiques adjacentes à travers la SADC et en définitive à travers l'Afrique."

Président Sata concourut, disant que les conditions draconiennes de voyage entravent le développement du tourisme dans la région.

"Nous devons en tirer des leçons et éliminer les obstacles au voyage dans la région," dit-il, ajoutant qu'en tant que région, "nous devons chercher à attirer davantage d'arrivées de touriste, ce qui ne peut être réalisé qu'en facilitant les voyages."

Le système SADC UNIVISA, qui est à l'étude depuis longtemps, est sensé être modelé sur un format similaire au visa Schengen qui permet la libre circulation des voyageurs à travers l'Union Européenne.

Lorsque la mise en vigueur sera complète, un visa unique pour la SADC a la capacité de considérablement améliorer le voyage et le flot des visiteurs vers et au sein de la région.

L'Afrique australe possède un éventail d'attractions uniques, y compris les Chutes Victoria (*Mosi-oa-Tunya*) entre la Zambie et le Zimbabwe, et les peintures rupestres San au Botswana et dans d'autres pays, ainsi que la fascinante faune de la région.

Selon un récent Baromètre UNWTO pour le Tourisme, la part du marché SADC pour la réception de touriste en Afrique a systématiquement figuré au dessus de 40 pourcent, avec des arrivées de touriste et réceptions de touriste ayant augmenté de US\$5,6 milliards en 2000 à US\$14,5 milliards en 2008.

D'autres problèmes clés qui ont émergé lors du sommet, tenu du 24 au 29 août auquel plus de 2 000 délégués ont participé, comprennent la nécessité de coordonner la commercialisation des attractions dans la région, et de développer des connexions de transport confortables et fiables. □

La SADC acclame la Zambie, le Zimbabwe

LA SADC a félicité la Zambie et le Zimbabwe pour avoir animé avec succès un sommet sur le tourisme global en fin août.

Le décrivant comme "un accomplissement régional", la présidente de la SADC et Présidente du Malawi - Joyce Banda a déclaré que la 20^{ème} Session de l'Assemblée Générale de l'UNWTO aidera à donner un nouveau souffle au tourisme dans la région.

"La co-animation de cet évènement par le Zimbabwe et la Zambie est un honneur pour la SADC," dit-elle, ajoutant qu'il advient à une période propice alors que "la région a identifié le tourisme comme pilier du développement économique et de l'habilitation de nos communautés."

C'est la troisième fois que l'évènement est tenu en Afrique après l'Égypte et le Sénégal en 1995 et en 2005, respectivement. □





Les élections présidentielles pourraient remettre Madagascar sur la voie du redressement

MADAGASCAR TIENDRA des élections présidentielles le 25 octobre, permettant au pays un nouveau départ après plus de quatre ans de crise constitutionnelle.

Le Président par Intérim Andry Rajoelina et l'ancien président Marc Ravalomanana – les deux principaux rivaux dans le paysage politique Malgache avec Lalao Ravalomanana, femme de Ravalomanana, et l'ancien président, Didier Ratsiraka – ne participeront pas aux élections capitales.

Cette décision a été prise par le tout nouveau Tribunal Électoral Spécial pour empêcher toute répétition des troubles qui ont accompagné le coup de 2009, lorsque Rajoelina s'est emparé du pouvoir assumé par Ravalomanana avec l'appui de l'armée dans une méthode similaire à celle utilisée par Ravalomanana pour chasser son prédécesseur, Ratsiraka.

La décision du tribunal de retirer la candidature de ces politiciens des élections fut approuvée par la SADC, l'Union Africaine et les Nations Unies.

Pas moins de 33 candidats participeront aux élections, conformément à une liste publiée



Les candidats présidentiels des prochaines élections de Madagascar sont, à partir de la gauche Pierrot Rajaonarivelo, Hajo Andrianainarivelo, Hery Rajaonarimampianina et Tabera Randriamanantsoa.

par le Tribunal Électoral Spécial.

Ceux-ci incluent quatre membres du gouvernement intérimaire, notamment Pierrot Rajaonarivelo (Ministre des Affaires Étrangères), Hajo Andrianainarivelo (Ministre du Développement et de la Réforme Agricole), Hery Rajaonarimampianina (Ministre des Finances) et Tabera Andriamanantsoa (Ministre de la Fonction Publique).

Selon les lois électorales de Madagascar, des éliminatoires devraient être organisées au moins un mois après les scrutins au cas où il n'y aurait pas de vainqueur immédiat durant le premier tour.

Les élections, initialement prévues pour mai, ont été différées trois fois en raison des diverses difficultés, y compris le refus par les principaux rivaux de se démettre.

La SADC et l'Union Africaine ont déployé des missions observatrices à Madagascar pour les élections présidentielles. L'Honorable Netumbo Nandi-Ndaitwah, Ministre des Affaires Étrangères de la Namibie est à la tête de la Mission d'Observation Électorale de la SADC (SEOM).

Le nouveau Secrétaire Général de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, a publié une déclaration sur le lancement de la SEOM, décrivant les élections comme "événement marquant" et félicitant tous les partis politiques qui font parties du plan d'action électorale.

La SEOM est guidée par les clauses et les conditions préalables de la Constitution de Madagascar, ainsi que du Traité de la SADC, du Protocole SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité, et des Principes et Directives SADC Gouvernant les Élections Démocratiques.

Traditionnellement, l'observation SADC est menée en trois phases: la période de pré-élection, le jour des élections, et les phases post-élection.

La tenue des élections à Madagascar est sensée permettre au pays d'aller de l'avant avec son programme développemental

depuis que la crise constitutionnelle a affecté le développement socio-économique ainsi que la paix et la stabilité dans la nation insulaire. □

Le Processus électoral du Zimbabwe est acclamé

LES OBSERVATEURS de l'Afrique Australe et autres ont entériné les élections harmonisées tenues au Zimbabwe comme libres, crédibles et une fidèle réflexion de la volonté du peuple, étouffant effectivement les affirmations de truquage des votes par l'opposition concernant les scrutins du 31 juillet.

"Tout en convenant du fait qu'il y avait des problèmes tels que le retard des listes électorales et la polarisation des médias, il y a eu beaucoup d'autres éléments qui lorsque compilés ont élevé les élections à un statut crédible," affirme Bernard Membe, chef la Mission SADC d'Observation Électorale (SEOM).

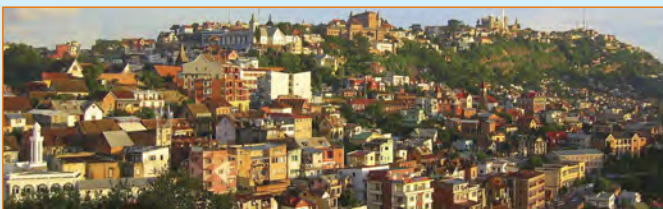
Membe, qui est le Ministre Tanzanien des Affaires Étrangères, a exhorté l'opposition zimbabwéenne à accepter les résultats et à commencer à préparer les prochaines élections prévues pour 2018.

Ce qui fut réitéré par les autres missions d'observation y compris l'Union Africaine, et plus tard par le Secrétaire-Général de l'ONU, Ban Ki-Moon et nombre d'autres dirigeants mondiaux.

La formation du Mouvement d'opposition pour le Changement Démocratique menée par l'ancien Premier Ministre Morgan Tsvangirai a refusé d'accepter le résultat des élections remportées par Président Robert Mugabe du ZANU PF.

Mugabe a gagné plus de 61 pourcent des voix aux élections présidentielles contre 34 pourcent pour Tsvangirai.

Mugabe a été assermenté le 22 août en tant que président pour un autre mandat de cinq ans lors d'une cérémonie en présence de plusieurs dirigeants africains et émissaires de par le monde. L'annonce du nouveau cabinet parut le 10 septembre. □



Antananarivo, capitale de Madagascar.

La SADC ratifie les élections du Swaziland

LA SADC a ratifié les élections parlementaires tenues le 20 septembre au Swaziland comme "méthodiques et paisibles."

Le Chef de la Mission SADC d'Observation Électorales de 24 membres (SEOM), Dr Netumbo Nandi-Ndaitwah, Ministre Namibien des Affaires Étrangères, a exhorté tous les candidats à respecter la volonté du peuple.

Le système gouvernemental du Swaziland est basé sur son

propre système Tinkhundla de démocratie. Inkhundla ou Tinkhundla est un nom Swazi qui signifie circonscription.

Dans le cadre de ce système, les candidats aux élections parlementaires sont sélectionnés dans leurs chefferies, et un total de 55 parlementaires sont élus grâce à ce procédé.

Le Roi Mswati III en nomme 10 de plus, menant le chiffre total à 65.

Les membres du Sénat de 30 membres sont également nommés avec 20 de plus désignés par le Roi, tandis que les 10 restants sont sélectionnés par l'Assemblée. Le Premier Ministre est nommé par le Roi.

Douze sièges au Sénat ont été tenus par les femmes depuis 2007, une représentation de 40 pourcent.

Dans tous ces processus, la participation est par un individuel, et non par des partis politiques. □



La SADC exige le retrait des forces rwandaises des frontières de la RDC

LA SADC a exprimé son inquiétude concernant le déploiement de troupes rwandaises le long de la frontière commune avec la République Démocratique du Congo, avertissant que les manoeuvres de Kigali pourraient mettre en péril la situation politique fragile dans l'est de la RDC.

La Troïka SADC de l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité qui s'est réunie dans la capitale namibienne, Windhoek en septembre déclara que le Rwanda devrait retirer ses troupes de la frontière commune avec la RDC où les rebelles se battent contre le gouvernement.

"Le Sommet a exprimé son inquiétude quant au déploiement des troupes rwandaises le long de la frontière commune avec la RDC et a également exprimé l'espoir que le Rwanda n'a pas l'intention d'envahir la RDC car cela compliquerait la situation déjà délicate," lit une partie du communiqué publié après la réunion de la Troïka.

À la fin du mois d'août, le Rwanda a déployé des troupes le long de sa frontière avec la RDC, alléguant que c'était "en réponse au bombardement délibéré et intensifié par l'armée congolaise sur le territoire rwandais."

"Nous avons jusque là fait preuve de maîtrise mais cette

provocation ne peut plus être tolérée," a déclaré un porte-parole du ministère rwandais des affaires étrangères à l'époque.

Elle a accusé les forces de la RDC à viser délibérément les civils rwandais, ajoutant que Kigali a exhorté Kinshasa à maintes reprises de mettre fin aux attaques sur son territoire "mais au lieu de cela les violations ont augmenté en fréquence et intensité", d'où la nécessité du déploiement.

Cependant, le sommet de l'Organe SADC a exigé la restriction et a exhorté le Rwanda à retirer ses troupes de la zone frontière afin de faciliter la paix.

La réunion a félicité les progrès réalisés dans le déploiement d'une brigade d'intervention internationale dans la zone est de la RDC sous les auspices de la Mission de Stabilisation de l'Organisation des Nations Unies dans la République Démocratique du Congo (MONUSCO) et a également remercié le Malawi, la Tanzanie et l'Afrique du Sud pour avoir déployé leurs soldats à la brigade.

Le sommet a loué MONUSCO et l'armée congolaise du fait qu'elle "continue à exercer une pression militaire sur le M23 et autres forces négatives dans l'est de la RDC afin de garantir qu'ils mettent fin à la guerre."

La RDC a sombré dans les troubles politiques au début de l'année dernière lorsque des rebelles anti-gouvernementaux, se nommant le Mouvement du 23 Mars (M23) ont envahi et assiégé la ville de Goma, causant le déplacement de personnes et la perte de vie et de propriété.



Le Sommet a exigé que les voisins de la RDC, membres de la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs (ICGLR) "contribuent à la paix, sécurité et stabilité" dans le pays et d'intensifier l'assistance humanitaire dans le but de diminuer la souffrance dans l'est du pays.

L'Organe SADC a accueilli la Déclaration du Sommet Extraordinaire de Kampala des Chefs d'État et de Gouvernement le 5 septembre, en particulier sur une demande pour la reprise des dialogues entre le gouvernement de la RDC et le M23.

Il a été résolu que le Secrétariat de la SADC consultera urgemment avec le Secrétariat de l'ICGLR pour préparer un Sommet joint SADC/ICGLR qui aura lieu dès que possible.

La réunion de la Troïka SADC était présidée par le Président Hifikepunye Pohamba de la Namibie en présence de Thomas Thabane, Premier Ministre du Lesotho et du Président Jakaya Kikwete de la République Unie de la Tanzanie, ainsi que de la présidente en exercice de la SADC, Présidente Joyce Banda du Malawi.

Ont également assisté à la réunion: le Président de la RDC Joseph Kabila, le Secrétaire Général de la SADC - Stergomena Lawrence Tax, et le Ministre Sud Africain des Affaires Étrangères - Maite Nkoana-Mashabane. □

L'UA lève les sanctions sur Madagascar

L'UNION AFRICAINE a levé les sanctions contre le Président Malgache, Andry Rajoelina et ses partisans, imposées trois ans plus tôt dans le but d'encourager les négociations après qu'il se soit emparé du pouvoir par un coup d'état.

La fin des sanctions, imposées en mars 2010, un an exactement après que Rajoelina ait saisi le pouvoir avec l'aide de l'armée, est survenue alors que Madagascar progresse vers des élections présidentielles maintes fois différées, prévues pour le 25 octobre.

Les élections sont conçues pour mettre fin à la longue crise politique du pays.

Le Commissaire de l'UA pour la Paix et la Sécurité, Ramtane Lamamra, a déclaré en septembre que l'UA levait "immédiatement" les sanctions ciblées contre une liste de 109 individuels, y compris Rajoelina.

Il expliqua que les sanctions, qui incluent la confiscation de bien, ont été levées, parce que

Madagascar était la bonne direction pour potentiellement tenir des élections crédibles le 25 octobre.

"Il y a un changement complet de circonstances, du fait que le processus électoral soit désormais bien amorcé et ces personnalités, y compris le président lui-même, ont joué un rôle des plus actifs," informe Lamamra.

Madagascar a été suspendu de l'UA depuis 2009, mais Lamamra annonça que le pays serait réintégré en tant que membre après les élections d'octobre à conditions que celles-ci soient jugées crédibles.

"La suspension sera en vigueur jusqu'à la cérémonie d'investiture du nouveau président, qui sera élu avant la fin de cette année," ajouta-t-il.

Les élections parlementaires de Madagascar sont fixées au 20 décembre, conjointement à un second tour présidentiel au cas où le scrutin d'octobre n'aurait pas livré de vainqueur immédiat. - Sapa □



Partenariat Sino-Africain Une force majeure au développement global

par Kizito Sikuka

ALORS QUE la situation socio-économique globale subit quelques changements profonds et complexes, l'épanouissement des relations entre la Chine et l'Afrique a le potentiel de redéfinir le développement global.

La Chine est une économie émergente, disposée à forger des partenariats stratégiques avec les économies en développement, puisque l'Afrique est l'une des régions du monde en rapide expansion, considérée de plus en plus comme la prochaine frontière pour ce qui est de l'expansion globale.

À cet égard, l'intensification de l'intérêt commun et le respect mutuel entre la Chine et l'Afrique présentent aux deux parties de nombreuses opportunités afin d'accélérer leur coopération socio-économique, contribuant ainsi au développement global.

Malgré la chute globale financière et économique qui a affecté le monde depuis 2008, le commerce entre la Chine et l'Afrique est demeuré impressionnant et prometteur.

Selon un document blanc sur la coopération économique et commerciale Sino-Africaine publié en août par le gouvernement chinois, le commerce entre l'Afrique et la Chine a rapidement augmenté d'environ US\$10 milliards en 2000 à plus de US\$198 milliards en 2012.

Ceci représente une croissance annuelle de 19,3 pourcent, dont environ US\$85 milliards constituent les exports de la Chine vers l'Afrique, avec plus de US\$113 milliards par la Chine à partir de l'Afrique. (see graph)

En ce qui concerne l'investissement direct étranger qui a décliné pour l'Afrique depuis 2008 alors que les partenaires traditionnels tels que l'Europe et les États Unis ont interrompu leur investissement en réponse à la crise financière globale, l'investissement de la Chine vers l'Afrique a augmenté.

Entre 2009 et 2012 seulement, l'investissement direct de la Chine en Afrique a augmenté de US\$1,44 milliard à US\$2,52 milliards, avec un taux de croissance annuel de 20,5 pourcent.

"La croissance rapide de l'investissement direct de la Chine en Afrique est indicatif du développement potentiel de l'Afrique et de l'attrait de l'investissement, et indique également la nature bénéficielle mutuelle de la coopération Sino-Africaine," lit en partie le document blanc sur la coopération économique et commerciale Sino-Africaine.

Plus de 2 000 entreprises chinoises ont investi dans plus de 50 pays africains dans un large éventail de secteurs tels que l'agriculture, l'exploitation minière, la production, le transport et la construction.

Dans le cadre du Fond de Développement Sino-Africain établi par le Forum sur la Coopération Sino-Africaine (FOCAC), la Chine a convenu d'investir US\$2 385 milliards dans 61 projets dans 30 pays

africains, et a, à ce jour, investi US\$1 806 milliards dans 53 projets.

"Selon des statistiques préliminaires, les projets d'investissement convenus généreront une valeur de US\$10 milliards d'investissement en Afrique, augmenteront l'exportation locales d'environ US\$2 milliards annuellement, et profiteront à plus de 700 000 personnes," indique le document blanc.

D'autres domaines essentiels ont vu une amélioration des relations et de la coopération, y compris l'agriculture et le développement de l'infrastructure.

Sur l'agriculture, par exemple, la Chine a aidé à établir

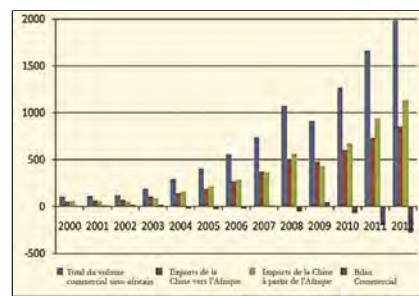
plus de 15 centres de démonstration agricole et prévoit d'en établir sept de plus.

En ce qui concerne l'infrastructure, la Chine a affirmé qu'elle continuerait à renforcer la coopération avec l'Afrique dans le secteur du transport, des communications et autres domaines d'infrastructure afin d'améliorer les moyens de subsistance; et de régulièrement promouvoir les partenariats sino-africains pour la construction d'infrastructure transnationale et trans-régionale.

Un nombre de projets d'infrastructure routière, ferroviaire et portuaires ont été exécutés.

La Chine et l'Afrique partagent des relations cordiales qui remontent à plus de 50 ans et Beijing a déclaré qu' "avec un esprit de respect mutuel et de coopération gagnante, la Chine continuera de prendre des mesures concrètes pour construire une communauté sino-africaine de destinés communes présentant une coopération complète, diversifiée et intense." □

Volume Commercial Sino-Africain (2000-2012)



(Unité: US\$100 millions)

Source: Document Blanc sur la Coopération Économique et Commerciale Sino-Africaine

Symposium Sino-Africain prévu pour octobre

DES ACADÉMIQUES provenant de l'Afrique et de la Chine se rassembleront en octobre au Zimbabwe afin de discuter de méthodes desquelles les deux régions peuvent tirer des leçons de chacunes.

Le Symposium Sino-Africain dans le cadre du thème "Cinquante ans de Coopération Chinoise: Contexte, Progrès & Importance - Perspectives Africaines sur les Relations Sino-Africaines et l'Expérience de Développement de la Chine", aura lieu du 22 au 25 octobre à Harare.

Les participants sont des professeurs d'université, des chercheurs, des officiels et des décideurs de l'Afrique et de la Chine, hommes, femmes et jeunes inclus.

Durant chaque session, il y aura des orateurs chinois et africains pour donner des perspectives et permettre une discussion fructueuse. Certains sujets sont:

- Relations Sino-Africaines. Accomplissements des 50 dernières années dans le développement,

et influence sur les relations internationales.

- Expérience du Développement de la Chine. Politique et gouvernance; développement économique y compris l'agriculture, l'industrialisation, le commerce et développement de l'infrastructure; et pratique diplomatique.
- Perspectives de Développement de l'Afrique. Perspectives de la relation entre le développement de la Chine et celui de l'Afrique; et status quo, difficultés actuelles et futures.

Le symposium est co-organisé par l'Institut pour les Études Chine-Afrique en Afrique Australe (ICASSA) du Centre de Recherche et Documentation pour l'Afrique Australe (SARDC), et l'Ambassade du Peuple de la République de Chine au Zimbabwe. □





SADC Aujourd'hui Vol. 15 No. 6 Octobre 2013

SADC AUJOURD'HUI

est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,
Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR

Munetsi Madakufamba

COMITÉ DE RÉDACTION

Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu,
Phyllis Johnson, Patience Ziramba, Shirley Pisirai,
Teclah Mungwari.

CONSEILLER À LA RÉDACTION

TRADUCTION

Marie-Laure EDOM

SADC AUJOURD'HUI est soutenu par le Ministère Norvégien des Affaires Étrangères, en soutien au Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC des Partenaires Internationaux de Coopération, qui est présidé par la Norvège.

© SADC, SARDC, 2013

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya
Anisha Madanhi

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS

P1 malawi.go.mw, www.sadc.int, www.gov.na; P2 www.sadc.int;
P4 pesatimes.com, K Sikuka SARDC, www.sadc.int, nyasatimes.com;
P5 nyasatimes.com, K Sikuka SARDC, sadc.int; P6 P Johnson SARDC, www.blogspot.com;
P7 ezambia.com; P8 SAPP; P9 windturbineshome.net, harare24.com;
P10 www.sadc.int, SARDC; P11 unvto.org, nehandaradio.com,
herald.co.zw, malawi.go.mw; P12 www.madagascar.net; P13 www.drc.com;
P14 china.org.cn, www.au.int, T Mbedzi SARDC; P16 www.madagascar.net

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)

15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271

Adel: sadctoday@sardc.net
www.sardc.net

Connaissance pour le Développement



É V È N E M E N T S

Évènements Octobre – Décembre 2013

Octobre	
30 Septembre - 4 Octobre, Namibie	Commission Africaine des Forêts et de la Faune La Commission Africaine des Forêts et de la Faune est l'une des six commissions régionales des forêts établie par l'Organisation de l'Alimentation et de l'Agriculture de l'ONU afin de fournir une politique et un forum technique dans le but de discuter et aborder les problèmes de foresterie sur une base régionale.
1-2, Zambie	Dialogue sur les Eaux par les Multi-Intervenants de la SADC Le Dialogue sur les Eaux par les Multi-Intervenants de la SADC est une initiative régionale qui rassemble les décideurs et les législateurs des secteurs économiques et de développement pour s'engager sur les problèmes de développement de la région. Le 6ième Dialogue sur les Eaux facilite une discussion cross-sectorielle sur les connections entre l'Eau, l'Énergie et l'Alimentation.
15-17, Zimbabwe	Consultation Continentale Technique sur les Mesures de Réduction des Drogues C'est la seconde consultation continentale technique visant au développement du Plan d'Action de l'Union Africaine sur le Contrôle des Drogues (2013-2017) adopté en 2012.
15-18, Tanzanie	Conférence 2013, sur le Climat en Afrique La Conférence 2013, sur le Climat en Afrique, réuni par le Programme Mondial de Recherche Climatologique et le Centre Africain sur la Politique Climatologique, rassemblera les participants afin d'identifier le statut de connaissance sur le système climatologique africain, a présenté un programme africain pour la future recherche climatologique, et le développement d'une structure pour intégrer le changement climatique dans la politique.
22-25, Zimbabwe	Symposium Sino-Africain Le focus du Symposium est "Cinquante ans de Coopération Chinoise: Contexte, Progrès & Importance – Perspectives Africaines sur les Relations Sino-Africaines et l'Expérience de Développement de la Chine". Les participants, notamment: des académiques, des chercheurs, des officiels et des législateurs de divers pays africains et de la Chine, discuteront des aspects essentiels de l'expérience du développement chinois et des leçons possibles pour l'Afrique. Soutenu par le Forum sur la Coopération Sino-Africaine.
25, Madagascar	Élections présidentielles La SADC envoie une mission d'observation électorale aux élections présidentielles tant attendues de Madagascar. Voir page 12
27-31, Allemagne	Semaine Globale sur le Sol La 2ième Semaine Globale sur le Sol réunit des experts et des participants du monde entier afin de discuter des soins et de la gestion du sol et de la durabilité de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans un climat en mutation. Des interventions de l'Afrique australe incluent le Rôle des Systèmes de Connaissance Indigène dans la Gestion Durable des Terres, par l'institut sur l'environnement de la SARDC, le Centre de Ressource sur l'Environnement I Musokotwane pour l'Afrique Australe (IMERCSA).
Novembre 25, Global	Journée Internationale pour l'Élimination de la Violence Contre les Femmes L'Assemblée Générale de l'ONU a désigné le 25 novembre Journée Internationale pour l'Élimination de la Violence Contre les Femmes, et a invité les gouvernements, les organisations internationales et les groupes de la société civile à organiser des activités pour provoquer la sensibilisation publique.
25 Novembre- 10 Décembre	16 Jours d'Activisme pour la Non-Violence Contre les Femmes et les Enfants Les 16 Jours d'Activisme pour la Non-Violence Contre les Femmes et les Enfants est une campagne internationale. Elle a lieu annuellement du 25 novembre au 10 décembre (Journée Internationale des Droits de l'Homme).
Décembre 1, Global	Journée Mondiale du SIDA Le thème global pour la Journée Mondiale du SIDA, annoncée en 2011 pour durer jusqu'en 2015, implique trois messages: Zéro Nouvelles Infections HIV -- Zéro Discrimination -- Zéro Décès Liés au SIDA. Les gouvernements et les acteurs non étatiques choisiront un ou tous les Zéros qui abordent au mieux leurs situations respectives.

20 ans plus tard

Constitution de l'Afrique du Sud

CETTE ANNÉE marque les 20 ans depuis l'adoption d'une Constitution intérimaire marquée par la transition du gouvernement majoritaire en Afrique du Sud et la tenue des premières élections générales non-raciales.

Trois années de négociations ont mené à l'accord sur une Constitution intérimaire entre le Gouvernement d'apartheid Sud Africain mené par le Parti National, et le mouvement de libération, le Congrès National Africain (ANC), plus 18 autres partis, le 18 novembre 1993.

La Constitution intérimaire fut approuvée par le dernier Parlement Sud Africain racialement défini le 22 décembre 1993 et est entrée en vigueur le 27 avril 1994. Elle fut remplacée par la Constitution Finale le 4 février 1997 en tant que Constitution de la République d'Afrique du Sud.

La Constitution Transitionnelle prévoit pour une Assemblée Constituante élue chargée de rédiger une constitution permanente dans les deux ans.

La Déclaration de Harare de la Commission Provisoire sur l'Afrique Australe de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) de l'époque, en août 1989, a enclenché la transition démocratique de l'Afrique du Sud.

La déclaration exigea des droits égaux pour la dignité et le respect humain en Afrique du Sud, quelque soit la race, couleur, sexe ou croyance, et demanda la formation d'un système politique dans lequel hommes et femmes ont le droit et la tâche de participer en tant que membres égaux de la société.

"Aucun individuel ou groupe d'individuels n'a le droit de gouverner autrui sans consentement," stipule la déclaration.

Les négociations officielles pour une Constitution Transitionnelle Sud Africaine commencèrent en

Décembre 1991 lors de la Convention pour une Afrique du Sud Démocratique (Codesa).

Les négociations ont été interrompues nombre de fois en raison de chipotage parmi les partis sur diverses questions, y compris le processus par lequel une telle Constitution devrait être rédigée et adoptée.

L'ANC insista qu'elle devrait être rédigée par une Assemblée Constituante démocratiquement élue, tandis que le Parti National au pouvoir craignait qu'avec un tel processus les droits des minorités ne soient pas protégés, et proposait plutôt que la Constitution soit négociée par consensus entre les partis et mise en referendum.

Les partis convinrent d'un processus dans lequel une Constitution transitionnelle négociée devrait prévoir pour une Assemblée Constitutionnelle élue chargée de rédiger une Constitution permanente.

Un autre point important de la dispute portait sur la capacité de la majorité qui serait requise pour que l'assemblée adopte la Constitution, avec le Parti National insistant sur 75 pourcent en tant que condition préalable qui lui accorderait effectivement un veto.

La Constitution Intérimaire de 1993, souvent décrite comme un "traité de paix" pour l'Afrique du Sud, signala essentiellement la fin du conflit anti-apartheid et fournit la base pour la nouvelle Constitution.

Avec la ratification de la nouvelle Constitution, les dirigeants de tous les partis ont renoncé au passé raciste et ont adopté Les Droits promettant aux sud africains la liberté d'expression, de mouvement et d'activité politique et autres libertés qui par le passé n'étaient réservées qu'aux blancs.



SE Philibert Tsiranana, Premier Président de Madagascar



Autonomie de Madagascar de la France

CELA FAIT 55 ANS depuis le referendum historique qui a mené à l'autonomie politique de Madagascar après que la France ait accepté de permettre à ses "territoires d'outre-mer" de décider de leur propre destin. Dans un referendum du 28 septembre 1958, Madagascar a voté pour l'autonomie au sein de la communauté française, et le 14 Octobre la République Malgache autonome fut proclamée, avec Philibert Tsiranana à la tête du gouvernement provisionnel. Tsiranana fut élu Président de la République et contribua à l'obtention de l'indépendance le 26 juin 1960. Il resta au pouvoir jusqu'en 1972.

JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

pour la période Octobre-Décembre 2013

4 Octobre	Journée de la Paix et de Réconciliation Nationale	Mozambique
4 Octobre	Journée de l'Indépendance	Lesotho
14 Octobre	Journée Mwalimu Julius Nyerere	Tanzanie
15 Octobre	Fête des Mères	Malawi
24 Octobre	Journée de l'Indépendance	Zambie
1 Novembre	Toussaint	Madagascar, Île Maurice, Les Seychelles
2 Novembre	Journée de Commémoration	Angola
11 Novembre	Journée de l'Indépendance Nationale	Angola
1 Décembre	Journée Incwala	Swaziland
8 Décembre	Immaculée Conception	Les Seychelles
9 Décembre	Journée de l'Indépendance	Tanzanie
10 Décembre	Journée Internationale des Droits de l'Homme	Namibie
16 Décembre	Journée de la Réconciliation	Afrique du Sud
17 Décembre	Jour Férié	Afrique du Sud
22 Décembre	Journée de l'Unité Nationale	Zimbabwe
23 Décembre	Jour Férié	Zimbabwe
25 Décembre	Journée de la Famille Noël	Angola, Mozambique, Toutes la SADC
26 Décembre	Journée de bonne Volonté	Afrique du Sud
	Journée de la Famille	Namibie
	Journée de la Boxe	Botswana, Lesotho, Swaziland, Tanzanie, Zimbabwe